Khartoum, Soudan, 15 août (Infosplusgabon) - L'ancien chef des Services de sécurité et de renseignement (SSN) du Soudan, le lieutenant-général Salah Abdalla, connu sous le nom de Salah Gosh, a été officiellement interdit d'entrée aux Etats-unis avec qui il avait d'étroites relations, et qui a été victime du soulèvement populaire qui a entraîné sa chute en avril.

Le 14 août 2019, les Etats-unis ont désigné Salah Abdalla Mohamed Mohamed Salih, connu sous le nom de Salah Gosh, l'ancien directeur général des Services nationaux de renseignement et de sécurité (NISS) du Soudan, en vertu de la section 7031(c) du FY 2019 Department of State, Foreign Operations, and Related Programs Appropriations Act, en raison de son implication dans les violations graves des droits humains, a déclaré, dans un communiqué de presse, le secrétaire d'Etat Michael Pompeo.

Plus précisément, selon le communiqué, le Département dispose d'informations crédibles selon lesquelles Salah Gosh aurait été impliqué dans des actes de torture pendant son mandat à la tête du NISS.

L'article 7031 (c) dispose que, dans les cas où le secrétaire d'Etat est en possession d'informations crédibles selon lesquelles des responsables étrangers ont été impliqués dans une corruption importante ou une violation grave des droits humains, ces personnes et leurs proches ne sont pas autorisés à entrer sur le territoire des Etats-unis d'Amérique.

La loi américaine exige également que le secrétaire d'État désigne publiquement ou en privé ces responsables et les membres de leurs familles immédiates.

Conformément à la loi, M. Pompeo a déclaré : "Je désigne aussi publiquement son épouse, Awatif Ahmed Seed Ahmed Ahmed Mohamed, ainsi que sa fille, Shima Salah Abdallah Mohamed.

"La désignation de Salah Gosh et de sa famille souligne notre soutien en faveur de la responsabilisation des personnes impliquées dans des violations flagrantes des droits humains. Nous nous joignons au peuple soudanais pour réclamer un gouvernement de transition qui soit véritablement dirigé par des civils et qui diffère fondamentalement du régime de Bachir, notamment en ce qui concerne la protection des droits de l'homme.

"Nous faisons cette annonce aujourd'hui à l'appui d'un effort du peuple soudanais pour placer définitivement le régime Bachir, avec son long passé de violations des droits de l'homme et d'abus par Gosh et d'autres responsables, dans le passé".

Jusqu'à tout récemment, la tête obscure du NISS était peu connue du public. Il a été le chef de la sécurité pendant les années qui ont vu la coopération entre le Soudan et les Etats-unis pour en finir avec ces groupes extrémistes et terroristes, dont celui de Ben Laden.

On sait aussi qu'il a été l'un des principaux généraux qui ont empêché le massacre sanglant du soulèvement populaire qui a détrôné l'ancien Président Omar Bashir.

Mais sous sa direction, les tristement célèbres maisons fantômes du NISS ont prospéré, où des histoires de torture et de violations des droits de l'homme incroyables ont été étouffées, pour ensuite faire l'objet de discussions publiques ces derniers mois.

FIN/INFOSPLUSGABON/AED/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon